

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 122 (1977)
Heft: 5

Artikel: Quelques réflexions sur la guérilla (seconde partie)
Autor: Planche, R.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344085>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quelques réflexions sur la guérilla

(Seconde partie)

par le brigadier R. Planche

5. Analyse des facteurs influençant la conduite de la guérilla rurale

A. Le terrain

Nous l'avons vu précédemment, le terrain idéal doit avoir un relief accidenté, pauvre en voies de communication. Celles qui existent doivent pouvoir être facilement barrées dans les passages obligés. La superficie d'une zone de guérilla (y compris les zones de rétablissement) doit être très étendue; je donnerai le chiffre de 1000 km² pour un bataillon. La couverture du terrain doit permettre le camouflage et autoriser des déplacements de petites formations de jour. Le sous-sol devrait permettre l'aménagement de caches et d'abris. En outre, le secteur de guérilla devrait être situé à proximité de routes importantes ou de voies de chemin de fer pour faciliter les actions visant à intercepter l'acheminement des biens du soutien ou des renforts et permettre la coordination avec l'action principale. Les chances de succès à long terme de la guérilla dépendent dans une large mesure de ces caractéristiques.

Il ne faut cependant pas exagérer l'importance du facteur terrain, car les moyens actuels permettent de toute façon une intervention rapide par les airs, même si les voies de communication manquent. Les opérations du Vietnam en ont fourni suffisamment la preuve. Le facteur terrain a donc perdu de son importance, mais l'espace *reste déterminant*.

B. Les moyens

Effectif

Les moyens doivent être en rapport avec la superficie de la zone de guérilla. L'effectif du bataillon ne devrait, à mon avis, pas être dépassé. Une formation plus grande augmenterait considérablement les problèmes de conduite et de mobilité. Plus l'échelon est petit (cp, sct), plus les chances d'exécuter des actions opportunes augmentent, la prise de déci-

sion et la coordination restant simples et rapides et l'esquive face à une riposte de l'adversaire toujours possible.

Équipement

L'équipement d'une force de guérilla correspond à peu près à celui dont dispose un bataillon de fusiliers. On peut regretter pour ce genre de combat le manque d'armes automatiques courtes, légères et maniables, comme l'était l'ancienne mitrailleuse qui a été retirée dès l'introduction du fusil d'assaut. On peut cependant affirmer que dans ce domaine nous disposerions des armes nécessaires à la guérilla, sans compter toutes les armes de collection, de tir et de chasse qui ornent les parois des habitations de bon nombre de nos concitoyens.

Logistique

Les exemples décrits nous montrent que les problèmes de logistique sont de beaucoup les plus délicats à résoudre.

Même si un ravitaillement à la troisième dimension reste possible, la décentralisation des biens logistiques est difficilement réalisable vu le manque de moyens de transport, et l'opération est facilement repérable par l'adversaire.

Le recours aux ressources devrait aussi rester l'exception pour ne pas faire courir de risques inutiles à la population civile et révéler les secteurs de guérilla.

Il est donc nécessaire de planifier l'organisation de la logistique des troupes prévues pour la guérilla en temps de paix déjà. J'y reviendrai dans ma conclusion.

C. Instruction

Quelles sont les qualités requises pour le soldat de guérilla? La réponse peut être trouvée dans les manuels du guérillero de Carlos Marighela ou de Che Guevara, qui, bien qu'elle soit donnée pour la guérilla urbaine, s'applique, à mon sens, aussi pour la guérilla rurale:

Appréciation du caractère du guérillero:

- soldat courageux, de sang-froid;
- doué d'esprit d'initiative et d'imagination;

- indépendant;
- doté du sens de l'adaptation (*flexibility*);
- résistant.

On demande beaucoup! Ces qualités sont en fait celles que l'on exige d'un cadre.

Quelle est l'instruction appropriée à donner au guérillero?

- le soldat doit se trouver dans une forme physique parfaite;
- il doit posséder l'art du combat corps à corps et sans arme;
- c'est un tireur d'élite au fusil et au pistolet;
- il est au courant des techniques alpines;
- il sait conduire des véhicules à moteur: auto, moto, camion;
- il possède parfaitement la connaissance des armes automatiques, du tube roquette, du lance-mines;
- il possède une connaissance parfaite de l'utilisation de l'explosif;
- il peut fabriquer des armes simples, telles que cocktail Molotov, mines improvisées, pièges (bombes);
- il est parfaitement instruit au service de renseignement, au service des transmissions et au maintien du secret.

Si nous comparons avec l'instruction que reçoit un soldat d'une arme combattante dans notre armée, nous constatons qu'il lui manque surtout la connaissance pour l'utilisation de l'explosif. Cette connaissance serait également utile pour permettre la construction de fortifications de campagne ou d'abris en terrain à sous-sol rocheux comme tel est le cas dans le Jura, les Préalpes et les Alpes. Seuls certains spécialistes sont instruits aux armes d'appui telles que lance-mines et tubes roquettes ainsi qu'aux appareils de transmission. La bivalence des soldats doit donc partout être recherchée, ne serait-ce que pour des raisons de manque d'effectifs.

La conduite de véhicules ne pose pas de problème dans un pays qui dispose d'une voiture de tourisme pour 3,7 habitants (selon les statistiques de 1974).

L'instruction au SRT se donne, mais d'une façon embryonnaire. Il s'agirait donc aussi de compléter cet enseignement. Le haut niveau de technicité de notre pays et le niveau intellectuel moyen de notre population devraient cependant permettre d'acquérir dans les domaines lacu-

neux une instruction complémentaire adéquate, dans un laps de temps très court, pour autant que cette instruction soit programmée à l'avance.

A noter que les nouveaux exercices dits de « survie », qui placent la section, le groupe ou la patrouille pendant 3 ou 4 jours dans des conditions difficiles sont une excellente préparation à la vie du soldat en combat de guérilla.

D. *Missions*

Que peut-on attendre des actions de la guérilla?

Ces actions devraient tendre, si possible en collaboration avec l'action principale, à :

- rechercher le renseignement;
- fixer les forces adverses;
- interrompre l'acheminement du ravitaillement;
- saboter les installations du soutien et les postes de commandement;
- ralentir l'amenée de renforts;
- chercher à maintenir le contact avec les autres zones de guérilla.

A long terme, il s'agit de créer un climat permanent d'insécurité qui rendrait à l'adversaire l'occupation du territoire intenable.

Ces conditions étant réalisées, l'aspect qui me semble le plus important est d'ordre psychologique. Le pays étant partiellement occupé, les actions victorieuses de la guérilla contribueraient à maintenir l'esprit de résistance de notre population et éviteraient ainsi tout esprit de défaitisme ou toute envie de collaboration avec l'envahisseur.

Déclenchement des actions de guérilla

Le passage de la guerre conventionnelle aux combats de guérilla ne devrait pouvoir s'exécuter que sur ordre du commandant de l'échelon opératif, c'est-à-dire sur ordre d'un commandant de corps, en tout cas pas en dessous du niveau unité d'armée.

Dans la mesure du possible, il s'agira de garder la liaison avec le commandement des opérations des forces principales pour pouvoir coordonner les actions des différentes zones de guérilla.

Là où cette liaison s'avère impossible à maintenir ou à rétablir, les actions seraient déclenchées par le commandant de la zone de guérilla en tenant compte des missions permanentes des forces de guérilla et en

observant les principes tactiques de l'opportunité d'action et de la surprise.

6. Préparatifs en vue de la guérilla

En guise de conclusion, je vous propose d'abord de relever les facteurs qui risqueraient de compromettre la réalisation de la guérilla, puis de déterminer ensuite quels seraient les préparatifs à entreprendre, en temps de paix et en temps de guerre, en essayant de se représenter ce que serait la vie dans les territoires occupés.

Bien qu'il soit aléatoire de bâtir un nouveau système en extrapolant les enseignements de conflits passés, certaines données gardent malgré tout leur validité. Il faut, pour essayer de se rapprocher de la vérité, intégrer les phénomènes nouveaux venant du milieu et de l'adversaire potentiel.

Ce qui rend la guérilla problématique est, dans une certaine mesure, le bien-être de notre population, dont le niveau de vie est parmi les plus élevés des populations du globe. Mises à part les quelques régions déshéritées de notre pays où les habitants conservent encore une certaine rusticité de vie et une résistance développée par les conditions difficiles du milieu, la grande partie de notre population s'est affaiblie au physique comme au moral, la place réservée au sport ne réussissant qu'à combler partiellement le manque de robustesse, si je puis m'exprimer ainsi.

A cela s'ajoute le fait que l'adversaire potentiel connaît maintenant très bien le procédé de combat de la guérilla. L'effet de surprise des actions de celle-ci sera donc bien diminué dans un éventuel futur conflit. La riposte de l'adversaire sera rapide, que ce soit par terre ou dans les airs. Les zones de guérilla qui entrent en ligne de compte chez nous ou, d'une manière générale, en Europe, peuvent être facilement encerclées grâce aux nombreuses voies de communication, ce qui rend plus difficile une résistance de très longue durée.

Les moyens de détection radio sont bien plus efficaces aujourd'hui qu'ils ne l'étaient pendant la deuxième guerre mondiale.

Un facteur difficilement saisissable est celui de la volonté de résistance de notre population en guerre, en territoire occupé.

Cette volonté sera-t-elle supérieure à la crainte de la population civile d'encourir de cruelles actions de représailles si elle soutient directement

ou indirectement des actions de guérilla? Sera-t-elle au contraire galvanisée par de telles actions de rétorsion et ne se soulèvera-t-elle pas massivement contre l'occupant? Qui peut répondre aujourd'hui à ces questions dans la quiétude de notre vie bien réglée?

Ces raisons ne suffisent cependant pas, à mon avis, à nous faire abandonner l'idée d'une résistance à tout prix et de longue durée.

Des analyses sérieuses sur les menaces possibles entreprises par notre EMG font état, dans le plus grand nombre de cas, d'entraînement de notre pays dans un conflit européen où le champ de bataille helvétique ne serait qu'un secteur secondaire de l'opération entière, que le danger vienne de l'Ouest ou de l'Est. Il n'est donc pas erroné de penser que l'adversaire ne disposerait pas de réserves en suffisance pour neutraliser simultanément toutes les zones de guérilla dans les territoires d'Europe centrale qu'il occuperait.

D'autre part, nous ne pouvons pas prétendre à une réelle dissuasion si notre volonté de résistance s'arrête là où l'adversaire occupe le territoire. Le prolongement de la résistance sous forme de guérilla augmente cette dissuasion et contribue à la crédibilité de notre volonté de défense. Le gouvernement d'un adversaire potentiel doit se rendre compte, en temps de paix déjà, qu'une longue opération militaire en territoire helvétique ne présenterait aucun intérêt.

Qu'on me comprenne bien, la guérilla ne remplacera jamais l'armée régulière, mais elle doit être considérée comme le prolongement naturel d'un combat opératif coordonné. Les Yougoslaves ne montèrent-ils pas sur leurs montagnes seulement au moment où leur armée régulière fut défaite par les Allemands en 1941? Le but final de la guérilla ne recherche pas seulement une victoire militaire, *il recherche surtout un succès politique total*: j'en veux pour exemple le champ de bataille du Vietnam et celui de l'Algérie. L'armée des Etats-Unis et l'armée française n'ont pas perdu la guerre, c'est sur une décision politique que les combats prirent fin.

La guérilla est donc un bon moyen donné au faible de décourager un adversaire puissant, pour autant qu'on lui ait donné des preuves que cette guérilla ferait partie d'un plan de combat à long terme et qu'on y ait consacré du temps et de l'argent. C'est bien le cas pour nous, et le rapport du Conseil fédéral en fait état à son chiffre 411. Je cite: « Si l'ennemi mène contre nous une véritable guerre d'anéantissement, il s'agit surtout d'assurer la survie de la nation. Selon les circonstances, la résistance doit

être poursuivie sous d'autres formes et avec d'autres moyens », s'entend, par les actions de la guérilla.

Même en cas d'engagement de moyens nucléaires, où l'ennemi veut essayer d'imposer sa volonté par la supériorité militaire et terminer ainsi rapidement la guerre, la guérilla, ultime opération militaire prolongeant la résistance de tout un peuple, reste encore une réponse valable.

Mais que pouvons-nous entreprendre en temps de paix déjà ?

Je crois qu'il faudrait tout d'abord fixer une doctrine de guérilla simple, réalisable où la mission, le déclenchement, les principes d'organisation et de collaboration avec la population civile seraient clairement définis.

Il faudrait aussi compléter dans la mesure du possible l'instruction du soldat pour le rendre apte à ce genre de combat.

Le citoyen, lui, devrait être suffisamment motivé pour qu'il adopte face à l'occupant une attitude de résistance passive.

Il faudrait ensuite, sur la base des engagements possibles de l'armée et du facteur terrain, délimiter les secteurs les plus favorables aux actions de la guérilla.

Dans ces secteurs seraient recensés tous les abris naturels, tels que grottes, tunnels, anciennes fortifications, etc., pouvant servir de dépôts pour les biens de la logistique ou pour la survie des combattants. Au besoin, il faudrait compléter ces dépôts naturels en construisant quelques dépôts supplémentaires. Cela pourrait faire l'objet d'une planification spéciale (travaux de fortification de campagne pendant les CR). Les dépôts mixtes devraient descendre jusqu'au niveau de la compagnie, voire, dans certains compartiments de terrain, jusqu'à celui de la section.

Ces recherches et études étant achevées, il faudrait planifier à l'échelon opératif, et en observant les règles les plus strictes du maintien du secret, l'opération « décentralisation des biens du soutien ».

L'exécution de ce plan ne pourrait, bien entendu, se faire qu'une fois la mobilisation de guerre achevée.

Aller plus loin dans les préparatifs en temps de paix, ce qui serait en soi souhaitable, serait une erreur, car ces travaux risqueraient tôt ou tard d'être connus par l'adversaire potentiel qui, le moment venu, pourrait agir à coup sûr et sans coup férir.

Que faudrait-il entreprendre en temps de guerre?

Dès la mobilisation de guerre terminée, les mouvements nécessaires à la décentralisation des biens du soutien devraient se dérouler sans attirer l'attention ni de l'adversaire ni de la population civile. Elle pourrait se concevoir par paliers, ce qui présenterait l'inconvénient d'exiger beaucoup de temps, ou d'un seul trait, si les conditions du maintien du secret le permettaient.

La main-d'œuvre pour exécuter cette délicate opération devrait être prise dans les forces désignées pour mener la guérilla, sous la forme de détachements spéciaux, rigoureusement sûrs.

La quantité des biens du soutien à stocker dépend de l'idée que l'on se fait de la durée possible des actions de la guérilla. L'autonomie des secteurs de guérilla dans le domaine du soutien doit être calculée en considérant d'une part la situation générale au moment des hostilités et d'autre part des possibilités de stockage dans les zones prévues. Cependant, il ne faudra pas perdre de vue que pour dissuader vraiment l'adversaire potentiel, une résistance doit être planifiée pour une durée assez longue. L'autonomie du soutien doit donc permettre de combattre pendant des mois, voire pendant plusieurs semestres, et cela, Messieurs, ne s'improvise pas à la dernière minute.

Pour avoir une idée du tonnage à décentraliser, il suffit de prendre le tonnage nécessaire à un bataillon de fusiliers pour un jour de combat, soit environ: 25 tonnes pour les vivres, le matériel, les munitions et le carburant! Le temps de décentralisation dépendra donc de l'autonomie commandée.

Ce temps devrait cependant être inférieur au temps qui s'écoulerait entre l'ouverture des combats au sol et l'occupation par l'ennemi du territoire où se situent les zones de guérilla. Fixer un chiffre de durée me semble aléatoire, nul ne pouvant estimer la vitesse de progression de l'adversaire potentiel en terrain machiné, coupé d'obstacles naturels et défendu avec acharnement par un défenseur s'appuyant sur des destructions réalisées.

La vie dans les territoires occupés

Le problème le plus complexe à résoudre est celui de la collaboration des forces de la guérilla active avec la population des villes et des villages

ou, en d'autres termes, de se représenter ce que serait la vie dans les territoires occupés.

Pour pouvoir récupérer les territoires occupés et passés sous l'autorité de l'envahisseur, l'Etat doit tout faire pour assurer la continuité du fonctionnement de l'organisation, de l'administration et des procédures nationales.

Une armature administrative et judiciaire restée sur place aura des chances de s'imposer, ou au moins d'assurer une certaine continuité, ce qui peut même être dans l'intérêt immédiat de l'occupant, ne pouvant simultanément faire face à beaucoup de problèmes à la fois.

Où est la place du magistrat qui est en même temps commandant de troupe? Un choix s'impose. Dans l'hypothèse d'une occupation par l'ennemi, il ne devrait pas y avoir d'hésitation, la primauté revient au politique. Le syndic ou maire doit rester à la tête de sa commune, le préfet dans la préfecture. Dans le même ordre d'idées, les titulaires de fonctions importantes de la vie et de l'ordre publics devraient rester sur place: le juge au tribunal, le gendarme à son poste, etc.

La confiance en des magistrats et fonctionnaires connus et sûrs, et que l'on a vus à l'œuvre, contribuera à maintenir le moral de la population et à affermir sa volonté de survivre à l'occupation et de recouvrer l'indépendance.

A l'appui de cette thèse, je reprends l'exemple du préfet de Tulle, qui réussit de 1944 à 1945 à éviter le pire dans son département en jouant un jeu habile et combien dangereux entre l'occupant, la milice de Darnand et les mouvements de résistance, dans le but de sauvegarder les intérêts de son pays et de ses administrés.

Le rôle dévolu à la ville, en plus de l'attitude de résistance passive à l'occupant, serait, je pense, avant tout, de rechercher et de fournir des renseignements sur l'activité des troupes d'occupation aux chefs des secteurs de guérilla.

Pour terminer, je citerai le chiffre 426 du Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la politique de sécurité de la Suisse, qui peut servir de conclusion à ce thème!

« L'occupation du pays par l'ennemi ne saurait signifier la fin de toute résistance. Dans ce cas également, notre adversaire doit non seulement compter avec un état d'esprit hostile, mais aussi s'attendre à une résistance active. Cette certitude doit être un élément positif en notre faveur, dans

son évaluation des profits et des pertes d'une opération dirigée contre la Suisse. »

« La résistance armée et la résistance passive de la population ne peuvent cependant jamais remplacer la volonté et la capacité de s'opposer à une invasion, car elles ne produisent leurs effets que lorsque l'occupation est chose faite. »

R. P.

BIBLIOGRAPHIE

Revues d'information et de documentation:

9-10/1966, numéro spécial, « Guerre au Viet-nam » (II).

1-2/1967, numéro spécial, « Guerre au Viet-nam » (III).

7-8/1968, « Guérilla ou terrorisme? »

9-10/1968, « Recherche fondamentale: La résistance » (I).

A/1972, « Quelques enseignements tirés de la guerre du Viet-nam ».

4/1973, « La guérilla » (I).

2/1974, « La guérilla » (II).

« Vercors, Haut-Lieu de France », cdt Pierre Tanant.

Der Widerstand, « Illustrierte Geschichte des Widerstandes in Deutschland und Europa 1933-1945 », von Kurt Zentner.

Journal d'un Préfet pendant l'Occupation (Corrèze 1944), de Pierre Trouillé, Editions Gallimard, 1964.

Military Review US Army, CGSC Fort Leavenworth, « Urban Guerilla ».

Unconventional War-fare — Principles US Army, CGSC, Fort Leavenworth.

Cours de l'Institut international de droit humanitaire de San Remo de juin 1976 (de F. de Mülinen, directeur du cours).

« Giap et le maquis de Cho ra (mars 1945 - mars 1946), *Revue historique des Armées*, 3^e année, 1976, N^o 2.

Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera, d'Alain Peyrefitte.

War in the Shadows, « The guerilla in history », by Robert B. Asprey, 1975, Macdonald and Jane's, London.

Verteidigung ohne Schlacht, Emil Spannocchi, 1976, Carl Hauser Verlag, München-Wien.

Verteidigung ohne Selbstzerstörung, Emil Spannocchi, 1976, Carl Hauser Verlag, München-Wien.

Das Ende der Schlacht, Versuch über die Nacht-Schlacht, de Guy Brosselet, 1976, Carl Hauser Verlag, München-Wien.

Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la politique de sécurité de la Suisse (Conception de la défense générale) du 27 juin 1973.